« La convention prévue à l'article L. 1111-8 (...) détermine la ou les compétences déléguée(s), fixe la durée de la délégation de compétence ainsi que les modalités de son renouvellement, définit les objectifs à atteindre et les modalités de contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Elle fixe des indicateurs de suivi correspondant aux objectifs à atteindre.

Elle détermine également le cadre financier dans lequel s'exerce la délégation, les moyens de fonctionnement et les services éventuellement mis à la disposition de l'autorité délégataire ainsi que les conditions dans lesquelles des personnels de l'autorité délégante peuvent être mis à disposition de l'autorité délégataire ou détachés auprès d'elle.

La convention prévoit le cas échéant les modalités de sa résiliation anticipée.

Elle est approuvée par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui y sont parties. »

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 « relative à la Nouvelle organisation territoriale de la République » (NOTRe) et notamment son article 15 disposant que le code des transports est ainsi modifié à compter du 1er janvier 2017 :

« I – (...) Article L.3111-1. - Sans préjudice des articles L. 3111-17 et L. 3421-2, les services non urbains, réguliers ou à la demande, sont organisés par la région, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires (...)

VI.- La région bénéficiaire du transfert de compétences prévu au présent article succède au département dans l'ensemble de ses droits et obligations à l'égard des tiers »

Vu la convention du 6 mars 2017 relative à la délégation de compétence entre la Région et la Métropole Aix-Marseille –Provence pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT 13 entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Vu l'avenant n°1 à cette convention du 17 août 2018 visant à préciser les modalités financières applicables en 2018

Vu l'avenant n°2 à cette convention du 17 août 2018 visant à prolonger sa durée et à préciser les modalités financières applicables en 2019

Exposé :

La convention objet du présent avenant a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la délégation par la Région au profit de la Métropole, de la compétence relative aux services non urbains, réguliers ou à la demande de transport, et aux services transports scolaires conformément aux articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales.

Le présent avenant vient prolonger la durée de la convention et définir les modalités financières applicables à compter du 1^{er} septembre 2019

Ceci étant exposé il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Modification de l'Article 2 « Contenu de la délégation de compétence »

1 – Périmètre de la délégation

La délégation de compétence vise l'exploitation des lignes départementales suivantes dont le kilométrage total représente pour l'année civile 2019 :

Lignes régulières déléguées au 01/01/19 (année 2019) :

- L54 Arles vers Cavaillon (110 218 km)
- L56 Tarascon vers Chateaufrenard et Avignon (61 385 km)
- L58 Plan d'Orgon vers Avignon (135 966 km)

Lignes scolaires déléguées au 01/01/19 (kilométrage 2019), pour 145 676 km en charge prévisionnels :

- C074 Barbentane –Avignon (23 299 km en charge – 988 trajets)
- C202 Eyragues vers St Remy (7 984 km en charge – 846 trajets)
- C226 Eygalieres intérieur (3 550 km en charge – 284 trajets)
- C511 Vallée des Baux vers SEGPA de Tarascon (9 874 km en charge – 352 trajets)
- C608 décomposé en 3 services 5608 Desserte de St Rémy et Tarascon, 5621 Desserte de Tarascon, 5622 Desserte de St Rémy (86 349 km en charge – 5 252 trajets)
- C620 Rognonas Boulbon Barbentane vers Tarascon (14 620 km en charge – 670 trajets)

A compter de la rentrée scolaire de Septembre 2019, l'ouverture du lycée de Chateaufrenard sur 3 ans (seconde en septembre 2019, 1ère en septembre 2020 et terminale en septembre 2021) conduira à un transfert progressif des élèves des services régionaux vers des services de la communauté d'agglomération Terre de Provence. Ces adaptations seront prises en compte dans les ordres de service pour le 1^{er} septembre de chaque année.

2 – Exécution des prestations

Les parties opèrent mensuellement le suivi de la production effective des prestations. La Région soumet à la RDT13 et à la Métropole un état contradictoire des services faits le mois précédent. L'état est validé lorsque les parties (RDT13, Métropole, Région) conviennent des services réellement mis en œuvre.

Cet état sert de base à la facturation des prestations.

Article 2 : Modification de l'Article 3 – Entrée en vigueur – durée

Le présent avenant entre en vigueur au 1^{er} septembre 2019 et prendra fin au 31 décembre 2022.

Le renouvellement éventuel s'effectuera par avenant à la convention.

Article 3 : Modification de l'Article 4 - Dispositions financières

Il est convenu entre les Parties (Région, Métropole et RDT), que les prestations effectuées par RDT13 pour le compte de la Région s'élèvent à :

Lignes régulières déléguées au 01/09/19 :

Le coût des services délégués est estimé pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019 à 333 662 € HT (valeur janvier 2018)

Le coût des services délégués est estimé pour 2020 à 1 000 987,14 € HT (valeur 2018)

Lignes scolaires déléguées au 01/09/19 :

Le coût des services délégués est estimé pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 à 1 033 857,84 € HT (valeurs janvier 2018).

De plus, pour toute évolution de l'offre kilométrique d'une ligne régionale (scolaires ou régulières) supérieure à 5% en plus ou en moins, la Région fera remonter ses besoins directement à la Métropole. Les Parties se rencontreront pour évoquer les modalités financières de ces adaptations.

Lorsque ces évolutions entraînent des modifications inférieures à 5 % de l'offre kilométrique d'une ligne régionale régulière ou scolaire déléguées à la RDT13, la régularisation interviendra lors du calcul du solde, tel que défini à l'article 4.3 du présent avenant.

4.1 – Acompte et versements par la Région

Pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, pour chaque prestation (scolaire et ligne régulière), la Région versera à la Métropole le coût de la délégation estimé sur la période, soit :

- 333 662 € HT (valeur janvier 2018) augmenté du taux de TVA en vigueur pour les lignes régulières.
- 344 619,28 € HT (valeur janvier 2018) augmenté du taux de TVA en vigueur pour les services scolaires

Ces versements interviendront, après notification de l'avenant, au cours du dernier trimestre 2019.

A compter du 1^{er} janvier 2020, pour chaque prestation (scolaire et ligne régulière), la Région versera à la Métropole une avance par semestre payée dans le premier mois du semestre et calculée sur la base de la moitié du coût de la délégation, soit :

- 500 493,57 € HT (valeur janvier 2018) indexé selon les modalités de révision annuelle¹ et augmenté du taux de TVA en vigueur pour les lignes régulières.
- 516 928,92 € HT (valeur janvier 2018) indexé selon les modalités de révision annuelle² et augmenté du taux de TVA en vigueur pour les services scolaires

La Métropole notifiera la valeur de l'indice de révision au plus tard le 15 janvier de chaque année.

¹ cf Modalités de révision annuelle du coût kilométrique pour les lignes régulières article 4.3

² cf Modalités de révision annuelle du coût kilométrique pour les services scolaires article 4.3

4.2 – Récupération des recettes des lignes régulières ou des recettes voyageurs sur les services scolaires

4.2.1 Jusqu'à la mise en place exclusive du système billettique régional (UBI)

La Métropole enverra au plus tard le 15 septembre la base brute de vente à bord de l'année scolaire précédente à la Région.

Après vérification, la Région transmettra un état préparatoire à l'émission du titre de recettes pour l'année écoulée.

Cet état accompagné des pièces justificatives permettra de constater les recettes de la période.

4.2.2 A partir de la mise en place exclusive du système billettique régional (UBI)

La Région enverra au plus tard le 15 janvier la base brute de vente à bord de l'année civile précédente à la Métropole. Pour la 1^{ère} année, les données iront du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019.

Après vérification, la Région transmettra un état préparatoire à l'émission du titre de recettes pour l'année écoulée qui sera certifié par le comptable de la RDT13.

Cet état accompagné des pièces justificatives permettra de constater les recettes de la période.

Sur cette base, la Métropole règlera la Région par mandat administratif.

4.3 – Versement du solde en fin d'exercice en fin d'année civile

Dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice, la Métropole produira à la Région un état des kilomètres réalisés et une demande de versement du solde dû après déduction de l'acompte. Le cas échéant, la Métropole remboursera à la Région le trop-perçu.

Les coûts kilométriques des lignes régulières sont les suivants :

Ligne	Coût kilométrique HT valeur janvier 2018
L54 Arles vers Cavaillon	2,763 €
L56 Tarascon vers Chateaufort et Avignon	3,156 €
L58 Plan d'Orgon vers Avignon	3,560 €

Les coûts kilométriques des lignes scolaires sont les suivants :

Au vu du COSP entre la Métropole et la RDT, le prix du trajet pour les lignes scolaires est calculé de la manière suivante :

Prix du trajet = coût fixe scolaire + (coût kilométrique * kilométrage en charge)

Pour l'année civile 2019, le coût fixe scolaire est de 123 € et le coût kilométrique est de 1,82 € (valeurs janvier 2018).

Modalités de révision annuelle du coût kilométrique selon le Contrat d'obligations de service public entre la Métropole et la RDT13 à la date de signature du présent avenant :

- **Lignes régulières :**

La révision du coût kilométrique en charge de chaque ligne régulière est actualisée annuellement dans l'Annexe 7.

La révision annuelle du coût kilométrique en charge est calculée à partir du compte d'exploitation de chaque ligne dans lequel les coûts unitaires et les frais de gestion sont révisés individuellement de la façon suivante :

- Coût fixe par type de véhicule : $CFV = (CFVo \times M/Mo)$,
- Coût de l'heure de conduite : $CHC = (CHCo \times S/So)$,
- Coût kilométrique : $CKM = CKMo \times (0.50 \times E/Eo + 0.50 \times SERV/SERVo)$
- Coût frais de gestion : $CFG = (CFGo \times SERV/SERVo)$,

Avec :

M = moyenne arithmétique des 12 derniers indices de prix de l'offre intérieure des produits industriels - Autobus et autocars (référence INSEE 010535349).

$SERV$ = moyenne arithmétique des 12 derniers indices d'inflation sous-jacente - Base 2015 – Ensemble des ménages - France métropolitaine – Services (référence INSEE 001769685).

S = moyenne arithmétique des 4 derniers indices trimestriels des taux de salaire horaire des ouvriers par activité : Transports et entreposage (référence INSEE : 010562766 auquel est ajouté à la mise en place un coefficient de raccordement de 1,1335).

E = moyenne arithmétique des 12 derniers indices du prix du gazole (référence INSEE 001764283).

Ces indices seront calculés sur la période septembre N-2 à août N-1.

Eo , Mo , So , $SERVo$ correspondent à la moyenne arithmétique des 12 derniers mois de chaque indice arrêté au mois de juin 2015 (période de juillet 2014 à juin 2015).

La liste révisée des coûts kilométriques en charge par Ligne définie au chapitre 1.1 sera notifiée par ordre de service à la Régie.

- **Services scolaires :**

Les prix unitaires des Rémunérations scolaires décrits dans l'Annexe 7 - Chapitre 1 sont révisés annuellement selon la formule suivante :

$$P = Po \times [(0,20En/Eo + 0,15Mn/Mo + 0,50Sn/So + 0,15SERVn/SERVo)]$$

Dans laquelle :

P est le prix unitaire révisé

E = moyenne arithmétique des 12 derniers indices du prix du gazole (référence INSEE 001764283).

M = moyenne arithmétique des 12 derniers indices de prix de l'offre intérieure des produits industriels - Autobus et autocars (référence INSEE 010535349).

S = moyenne arithmétique des 4 derniers indices trimestriels des taux de salaire horaire des ouvriers par activité : Transports et entreposage (référence INSEE : 010562766 auquel est ajouté à la mise en place un coefficient de raccordement de 1,1335)

SERV = moyenne arithmétique des 12 derniers indices services (référence INSEE 001769685).

Ces indices seront calculés sur la période septembre N-2 à août N-1. Ainsi pour la première révision au 1er janvier 2016, la période retenue sera de septembre 2014 à août 2015.

Po est le prix unitaire en vigueur

Eo, Mo, So, SERV_o correspondent à la moyenne arithmétique de chaque indice arrêté au mois de juin 2014 (période de septembre 2014 à août 2015 pour la révision intervenant au 1er janvier 2016).

Article 4 : Suppression des termes de l'Article 8 – Transports des élèves relevant du département sur les lignes régionales devenu sans objet et remplacement par un nouvel Article 8 – Dispositions relatives à la qualité

La Région réalise des contrôles de qualité de service soit par ses agents soit par un prestataire. En cas de manquement constaté par des agents dûment mandatés par la Région sur les services délégués, la RDT13 est informée des non conformités relevées par la Région et des pénalités encourues sur la base des faits générateurs et des montants précisés dans l'article 6.1.2 du Contrat d'obligations de service public pour l'exploitation des services de transport public signé le 3 janvier 2017. La RDT13 dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la pénalité pour la contester et apporter les éléments nécessaires. La Région se réserve le droit de maintenir la pénalité si les justifications ne sont pas recevables. Un courrier de notification sera envoyé à la RDT13 copie à la Métropole et une régularisation sera faite lors du solde de fin d'exercice.

Fait à Marseille, le

En deux exemplaires originaux

La Métropole Aix-Marseille-Provence

La Région Sud

Pour la Présidente et par délégation

Pour le Président du Conseil Régional

Le Vice-Président

Mobilité, Déplacement, Transports

Monsieur Roland BLUM

Monsieur Renaud MUSELIER